

Ibarretxe

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
9 mars 2006
N° 1919
1,22 €

Le développement
d'Euskal Irratiak

Autodétermination

Zapatero:

"ce droit
n'existe pas"

Ibarretxe:

"il n'est pas
négociable"

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Trafics

L'INTERPELLATION de plusieurs employés de banque en Iparralde, dans le cadre d'une enquête sur le blanchiment d'argent lié au trafic de drogue, nous ramène à une détestable réalité: de par sa situation géographique, le Pays Basque est une zone de transit pour trafics en tous genres.

De tout temps, la situation frontalière a généré ici une activité clandestine de passage de marchandises diverses ou d'animaux dans un sens ou dans l'autre, selon l'intérêt du moment. Par ce travail essentiellement nocturne, une véritable micro-économie s'est bâtie de part et d'autre d'une frontière que les Basques ne percevaient guère comme telle du reste. A une époque, elle a permis d'améliorer un peu l'ordinaire d'une vie particulièrement difficile dans les petites exploitations de montagne.

Les courses-poursuites nocturnes entre contrebandiers et gabelous ont nourri les récits populaires, et même une certaine littérature, fortement teintés de romantisme. On aime toujours que le représentant de l'autorité soit berné par le sans le sou.

Malheureusement, avec l'apparition de réseaux de passages de clandestins portugais, puis africains, dès les années 60, l'activité a dérivé vers le sordide. L'exploitation de la misère et du désespoir humains, est répugnante, plus encore lorsqu'elle est organisée. Les magnifiques bertsu de Xalbador sur le calvaire des Africains morts de froid sur les hauteurs d'Espelette sont là pour nous le rappeler.

On a malheureusement trop souvent jeté un voile pudique sur ces activités inavouables dans lesquels nombre de nos compatriotes ont trempé, en tirant de substantiels profits. D'avoir aidé des malheureux à réaliser leur rêve d'exil ne saurait dédouaner personne.

Mais, ce qui se passe actuellement avec la drogue est sans commune mesure avec les trafics du passé. La nature des réseaux, leur taille, leur complexité, les complicités dont ils bénéficient, les situent à une tout autre échelle. Les sommes en jeu sont inimaginables pour le commun des mortels. C'est que la consommation de drogues de toutes sortes dans nos sociétés, à la fois privilégiées et déboussolées, est en croissance exponentielle. Nous sommes là face à une banalisation plus qu'inquiétante de l'usage des stupéfiants, du sportif de

haut niveau au cadre stressé, en passant par le jeune en errance. A l'évidence, ici comme ailleurs.

Que des gens d'ici, si, bien sûr, leur participation au blanchiment est avérée, aient trempé dans ces trafics mortifères est détestable. La péninsule, partenaire commercial privilégié de l'Amérique latine, est la tête de pont et la plaque tournante du trafic de drogue en direction de l'Europe. Ça n'est malheureusement pas une nouveauté. De ce fait, les deux extrémités de la chaîne des Pyrénées, sont, avec la mer, les points de passage les plus courts. Et, apparemment, les plus sûrs, puisque, de l'aveu même des autorités, les douanes ne mettraient la main que sur 5% de la drogue transportée.

Manque donc la volonté politique d'une lutte efficace contre ce fléau qui empeste et qui tue. A l'heure de l'informatique et de la transmission instantanée de l'information à travers le monde, les circuits de blanchiment d'argent sale ne doivent pas être si difficiles à repérer. Il ne s'agit pas de sommes anodines, mais de millions!

Les banques et la justice sont promptes à sanctionner durement les défaillances du petit client imprudent ou impécunieux. Qui ne se souvient de cette mère, sans ressource et élevant seule ses quatre enfants, condamnée, il y a quelques années, à 3 mois de prison, pour un chèque en bois de 150 francs qu'elle avait laissé dans un supermarché pour payer de la nourriture? Tant de gens se retrouvent interdits bancaires pour des années en raison de difficultés passagères et vivent une véritable galère pour recouvrer des moyens de paiement!

Il faut croire que les mêmes sont moins regardants lorsqu'il s'agit d'encaisser des sommes colossales sans justification de provenance. Car enfin, tout l'argent de la drogue se retrouve tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, dans le circuit bancaire!

Dès lors, le coup de filet mené tout à coup par les autorités judiciaires et policières ne peut que soulever des interrogations. Pourquoi ici et maintenant? Ces circuits n'existent-ils qu'en Pays Basque? A-t-on interpellé des responsables ou des lampistes? L'enquête, nous dit-on, a démarré en Espagne. Chacun sait l'acharnement de la police espagnole à démanteler les réseaux de trafiquants! Alors, ces interpellations cachent-elles autre chose?

Frantziako zigor luzeen maltzurkeria

PRESOERI buruzko arau berri batzu, Europako kontseiluak aldarrikatu ditu joan den urtarrilaren 11-an. Kontseilu horren kide diren 46 lurraldeetako guzietz beren adostasuna eman dute. Frantziak ere bestek bezala sinatu du. Geroztik ez du deus egin presoan alde. Gehiago dena, Pascal Clément, garde des Sceaux delako sigilu-zainak aldrebeski erantzun du hamar presoan ganik ukan duen gutunari: «Preso bakar batek manipulatatu bide ditu ...» Preso horiek hil-zigorra berrezartzea eskatzen zuten, baizik eta nahiago zutela berehala hil, hainbeste urtez emeki-emeki suntsituak izan baino. Alta, Europako kontseiluak aldarrikatu arau berri horiek, huna, berteak bertze, zer dioten: «Presondegian sartu orduko, presoari urrats aurrerakoiak egin-arazi behar zaizko ASKATASUNARI BURUZ, bereziki zigor luzea leporatu balinbadiote, baldintza peko askatasunarekin batean laguntza soziala ere ukan dezan». Frantzia ez da batera hortarik ari! Bizkitartean, presondegia-buru baten arabera, «15 urtetarik aintzina, zigor luzeak ez du zentzurik. Lehenago, goizegi dela iduri zaut. Aldiz geroago, berantegi: larritasun handia presoarentzat, handiagoa gizartearentzat, egun batez presoak gizarterat itzuli behar baitu». Gabi Mouesca, OIP (Observatoire International des Prisons delakoaren lendakariak, 17 urte preso egonik, hauxe dio: «Moulins-ko presondegian 18 ilabete iragan ditut». Toki beldurgarri, jasangaitza da. Denek badakite handik ihes egitea ezinezkoa dela; han daudenek zigor oso luzeak dituzte. Hango zapalkuntza hain da gogorra nun preso askok beren buruaz beste

egiten baitute. Commission nationale de déontologie et de sécurité delakoak, Moulins-ko bakartasun-lekuan egin basakeriez iritzi ezinago gogorra dauka. Bertzalde, duela bi urte, sigiluzainak, egun-argiz ere zeldetako ateak hets-araztea manatu zuen. Hola kendu zaukuten gure askatasun ondarra: kafe hartzea, hitz egitea, kartetan aritzea. Zigor luzeaz joak zirenak kasik etengabeko bakartasunean sar-arazi ditu. Indarkeriazko toki horietan, indartsuenak dira nagusi. Gure giza-duintasuna gal-arazten daukute, abere-basa batzu bagine bezala. Presondegietako C.G.T. zindikak huna zer dion: «Zigor luzeenek eta ezin bururatuak, presoan gibel-arazteko ondorioak ez dutela erakutsi digute. Itzaropena kenduz eta herra piztuz, gaztigu-luze horien kudeaketari zailtasun handiak sortzen dizkio. Beraz baitezpada orroitarazi behar da edozoin presonek askapena daukala gogoan, erran nahi baita zerbaiten igurikatze zeko arrazoin bat».

Huna zer erran duen frantses justizi-ministerizak europako arau berriez: «Bixtan da onhartzen ditugula, bainan helburu batzu baizik ez dira. Guretzat ez daukate obligazionezko indarrak. Ahatik, presondegietako arduraduneri hel-araziko ditugu eta presoek beren liburutegietan kausitzen ahaldo dituzte».

Horiek hola, Marie-Alix Canu-Bernard abokatak telefonatu diolarik Abdelhamid Hakkar bere klientari, hunek galdegin dio Clairvaux-ko hamar presoan deiak ukan ote zuen ondorioz: deus ez zakien, hain xuxen deia igorri zuten ondoko egunetan presoak kasetaz gabetuak izanak baitziren! Zer ustelkeria!

... que le premier VRP de France, Jacques Chirac, utilise sans vergogne la brosse à reluire au-delà de la décence, pour vendre à l'Arabie Saoudite les fleurons de la technologie française, et pour cela appeler au soutien des réformes du Roi Abdallah louant «son esprit démocratique». A vouloir vendre des Rafale, il a été victime d'un Mirage...

... que dans la caravane française des marchands, la télévision nous ait fait vivre l'instant sublime où la Présidente du MEDEF, Laurence Parisot, approche le Souverain d'Arabie, toute de noir vêtue, de la tête aux pieds, dans la bonne tradition des femmes soumises du Royaume. Que ne ferait-on pas pour vendre... même son âme?

... et réjouit de la déclaration sur le Télématin de France 2 du député, apparenté UDF, Christian Blanc, ancien PDG d'Air France et de la RATP: «Il faut en finir avec Paris et le centralisme» et de citer en exemple le dynamisme des économies basque et catalane. Le jacobinisme n'en a cure, ce n'est qu'un tir à blanc!

... que – histoire de rester dans le blanc – pour une poignée de banquiers du Pays Basque, présumés impliqués dans le blanchiment de l'argent de la drogue, les enquêteurs, habituellement si prompts à livrer les identités des militants basques tombés entre leurs griffes, restent, ici, tout à coup respectueux de l'anonymat des personnes incriminées. Mis à découvert ils ont perdu tout crédit...

... que les services de communication du Garde des Sceaux dévoilent, à l'occasion d'une inspection des services judiciaires à Bayonne, diligentée suite à l'affaire du Procureur Hontang, la disparition de scellés qui seraient en fait de la fausse monnaie... S'ajoutant au vol de carte bleue en Allemagne et à la fréquentation de femmes de petite vertu, ces découvertes au Parquet de Bayonne alourdiront sûrement le procès en correctionnelle du sieur Hontang, le 7 avril à Strasbourg... Le Procureur nie tout en bloc: Tout est faux... comme la monnaie.

... que Nicolas Sarkozy se soit montré sous son jour le plus féministe pour organiser les primaires à la candidature de la Mairie de Paris et ainsi permettre à Françoise de Pannafieu de sortir du chapeau du prestidigitateur en avant-première de la journée de la Femme. Est-ce la bonne manière pour dévaloriser son possible opposant à la Présidentielle, la toute aussi féministe Ségolène Royal, qui elle ne doit rien à personne pour sortir du chapeau du PS?

La Commission européenne appelle à la promotion des langues

Sous le mot d'ordre «Plus tu connais de langues, plus tu es humain», la Commission européenne réaffirme son propre engagement en faveur du multilinguisme en adoptant aujourd'hui la première communication de son histoire sur ce sujet. Le document explore les diverses facettes des politiques de la Commission en la matière et présente une nouvelle stratégie-cadre pour le multilinguisme, assortie de propositions d'actions spécifiques. Celles-ci portent sur trois domaines distincts dans lesquels les langues occupent une place importante dans la vie quotidienne des Européens: la société, l'économie et les relations de la Commission elle-même avec les citoyens de l'Union. La Commission incite les Etats membres à jouer leur rôle dans la promotion de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'utilisation des langues. Pour marquer l'occasion, un nouveau portail web consacré aux langues et consultable dans les 20 langues officielles a été lancé sur Europa, le site web de l'ensemble des institutions de l'Union.

COMME l'a déclaré Ján Figel, commissaire chargé de l'éducation, de la formation, de la culture et du multilinguisme, «Ce sont les langues qui font de nous des êtres humains, et la diversité linguistique de l'Europe se trouve au cœur de son identité. Le jour de ma nomination, voici exactement un an, je suis devenu le premier commissaire européen qui ait jamais été chargé spécifiquement du multilinguisme. La communication adoptée aujourd'hui témoigne à nouveau avec force de l'engagement de la Commission en faveur des langues et de la diversité lin-

guistique dans l'Union».

D'après une récente enquête Eurobaromètre, la moitié des citoyens de l'Union se disent capables de tenir une conversation dans une deuxième langue autre que leur langue maternelle. Le texte adopté aujourd'hui considère la connaissance des langues comme une aptitude souhaitable pour tous les citoyens de l'Union; il présente également les diverses actions mises sur pied par la Commission pour favoriser et développer encore la diversité et les compétences linguistiques. Au travers des programmes Socrates et Leonardo da Vinci, par exemple, la Commission investit 30 millions d'euros par an dans des actions comme la formation, la mobilité des étudiants et des enseignants ou le financement d'échanges de classes.

L'incidence linguistique sur l'économie

La communication souligne l'importance des compétences linguistiques pour la mobilité des travailleurs et la compétitivité de l'économie de l'Union. La Commission publiera l'année prochaine une étude sur l'incidence de la pénurie de compétences linguistiques sur l'économie européenne. Elle estime aussi qu'il faut en faire davantage pour renforcer le rôle des industries de la langue, qui représentent un chiffre d'affaires de plusieurs millions d'euros et continuent de se développer dans l'Union européenne. Pour donner aux citoyens un meilleur accès aux informations sur l'Union européenne dans leur propre langue, surtout en ce qui concerne la législation, les procédures et les politiques, la Commission entend:

- Renforcer le caractère multilingue de ses nombreux sites web, par la création d'un réseau interne chargé de veiller à la cohérence des pratiques linguistiques de ses services.

- Mettre en place une politique proactive de communication multilingue, en complément de son initiative plus générale visant à améliorer la communication avec les citoyens européens et avec des groupes spécifiques tels que les journalistes, le secteur des langues, les écoles et les universités.

La Commission investira davantage dans la recherche à caractère linguistique consacrée aux moyens de surmonter les barrières de la langue grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que dans le domaine des sciences sociales et humaines.

Dans les Etats membres, la Commission propose d'adopter des plans d'action nationaux en faveur du multilinguisme, d'améliorer encore la formation des enseignants en langues, de prévoir les moyens nécessaires à l'apprentissage des langues dès le plus jeune âge et de renforcer l'enseignement des matières par l'intégration d'une langue étrangère. La Commission rappelle qu'à la réunion du Conseil européen tenue en 2002 à Barcelone, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé l'enseignement d'au moins deux langues étrangères dès le plus jeune âge. Elle demande aussi aux Etats membres de revoir les programmes de formation dans les universités de manière à doter de compétences adaptées les étudiants des professions linguistiques. La Commission propose la mise sur pied d'un groupe de haut niveau sur le multilinguisme, composé d'experts indépendants, qui l'assistera dans l'analyse des progrès réalisés par les Etats membres et apportera des idées nouvelles, une aide et des conseils pour les initiatives futures.

20 langues officielles

Une conférence ministérielle sur le multilinguisme aura lieu prochainement afin de permettre aux Etats membres de faire part des progrès accomplis et de planifier leurs travaux ultérieurs.

La Commission européenne a également lancé aujourd'hui un portail web sur les langues. Celui-ci permettra au grand public, aux médias ou aux étudiants d'accéder facilement à des informations sur les langues de l'Union européenne. Parmi les sujets traités figurent les politiques européennes encourageant l'apprentissage des langues et la diversité linguistique, un état des compétences linguistiques dans l'Union d'aujourd'hui, les règles d'utilisation des langues officielles de l'Union, ou encore un tour d'horizon des emplois que les institutions européennes offrent aux linguistes professionnels. Le contenu est organisé d'une manière logique et conviviale et, surtout, l'ensemble des aides à la navigation et des textes de présentation du portail lui-même sont rédigés dans les 20 langues officielles, témoignage de l'engagement de l'Union à communiquer avec ses citoyens dans leur propre langue.

Pour de plus amples informations: <http://europa.eu.int/languages>; <http://europa.eu.int:80/languages/fr/home>.



Avis de grand frais avec perturbat

Deux prisonniers politiques basques qui décèdent en prison en moins d'une semaine, ETA qui multiplie ses attentats, la kale borroka qui reprend, un échange public et bien peu diplomatique entre le chef de l'exécutif basque et José Luis Rodriguez Zapatero sur le droit à l'autodétermination, un durcissement de la politique pénitentiaire espagnole, tous les ingrédients figurent au tableau pour signifier blocage et enlisement du «processus de paix»

La ertzaintza stoppe brutalement la manifestation à Portugalete



JUSQU'A présent, les partisans, y compris les plus radicaux, usaient de métaphores et autres circonlocutions convenues pour éviter les mots qui fâchent: «pouvoir de décision», «droit de décider du futur», «consultation»... Tout ça pour ne pas dire «droit à l'autodétermination», «référendum» ou «droit d'un peuple à disposer de lui-même». Mais depuis le 22 février, patatra et foin des formules de rhétorique! Quand on se cause entre Madrid et Gasteiz, désormais, on appelle un chat un chat et curieusement c'est José Luis Rodríguez Zapatero qui dégaine le premier. Tout a commencé avec la réponse du chef de l'exécutif espagnol répliquant, aux Cortés, à une question du chef de l'opposition Mariano Rajoy: non, il «ne négociera pas» le droit à l'autodétermination, tout simplement parce que «ce droit n'existe pas, ni dans l'ordre constitutionnel espagnol, ni dans celui d'autres pays démocratiques», le tout sous les applaudissements des députés socialistes. Vingt-quatre heures plus tard, le gouvernement basque qui aurait pu faire le gros dos ou le dur d'oreille, en laissant le soin à la tendance souverainiste du PNV —un Joseba Egibar par exemple— ou à Bata-suna le soin de répliquer, s'est fendu d'une déclaration officielle impressionnante: «Le droit à l'autodétermination n'est pas négociable, (...) il n'y aura pas de normalisation politique sans un accord sur l'autodétermination», affirme l'exécutif autonome qui poursuit: «Le droit à l'autodétermination est un droit démocratique directement lié à la faculté qu'ont les peuples de décider de leur destin, tel que le définissent la Charte des Nations-Unies et le Pacte international des droits civils et politiques de l'ONU». Il s'agit d'un droit «que tout peuple détient et le nier implique la négation de la propre existence des peuples en général et d'Euskadi en particulier, ainsi que la négation d'un principe fondateur des Nations-Unies». Pour Gasteiz, «ce que l'on doit négocier est l'exercice de ce droit par la voie du dialogue et un accord entre les forma-



tions politiques», et de conclure: «C'est toute la question, le contentieux politique en suspens depuis l'abolition des Fors en 1839, nullement lié et très antérieur à l'horrible et inhumaine violence d'ETA».

Les points sur les i et les barres sur les t

De mémoire d'observateur politique, jamais un gouvernement basque n'a fait une déclaration de cette nature, aussi «brut de décoffrage» et qui a au moins le mérite de la clarté. Elle confirme s'il en était besoin où se situe la pierre d'achoppement. Signe supplémentaire du rafraîchissement des rapports entre les deux gouvernements, le 1^{er} mars: répondant cette fois au porte-parole du PNV aux Cortés, Josu Erkoreka, José Luis Rodríguez Zapatero a de nouveau «nié» le droit à l'autodétermination et mis en avant «le respect des règles convenues dans la Constitution et dans tout ce qui en découle, qui établit un vaste espace d'autogouvernement, la reconnaissance de singularités remarquables dont bénéficient certaines communautés comme celle du Pays Basque. (...) Historiquement, tous les partis politiques, au delà de nos programmes mais au sein du pacte constitutionnel, avons fait l'effort de vivre ensemble».

Craignant sans doute ne pas avoir mis suffisamment les points sur les i et les barres sur les t... Juan José Ibarretxe en remet une couche le lendemain en répliquant à Zapatero que le parlement du Monténégro venait de fixer la date du 21 mai pour organiser un référendum sur l'indépendance de l'ancienne région de l'ex-Yougoslavie: «Il y a quelques heures, l'Union européenne vient de répondre à José Luis Rodríguez Zapatero. En vertu du droit à l'autodétermination qui donc existe en Europe, elle a décidé des conditions d'exercice de ce droit pour le peuple du Monténégro (1). Au XXI^{ème} siècle, on ne peut nier à un peuple le droit de décider de son avenir (...). Dans notre cas, ce que doivent faire les partis basques, c'est négocier de quelle façon nous organisons l'exercice de ce droit, en établissant entre tous quelles sont les conditions démocratiques et les larges

majorités nécessaires pour cela, sans que quiconque ne dispose d'un droit de veto». Juan José Ibarretxe ajoute: «Pour construire l'Europe aujourd'hui, accepter ce droit est donc fondamental, sans dramatiser comme vient de le faire l'Union européenne, et tout à fait normale quand cela arrivera pour Euskadi».

Toujours dans l'attente d'une déclaration du 10 Downing street

Après le plan de libre association avec l'Etat espagnol dit Plan Ibarretxe, le gouvernement autonome et le PNV confirment leur virage en des termes que ne démentirait pas Batasuna. Ils confortent la nécessité longtemps mise en avant par les seuls indépendantistes que le gouvernement socialiste espagnol fasse enfin sa «déclaration du 10 Downing street», comme eut le courage de le faire John Major pour débloquer la situation irlandaise. Mais Rodríguez Zapatero peut opter pour un très gaullien «Vive l'Algérie algérienne!» tant la palette des déclarations de ce type est large dans l'histoire des nations pour signifier un aggiornamento. L'exécutif basque demande donc une déclaration de principe, les modalités de mise en œuvre étant ensuite négociables. Le propos public de Juan José Ibarretxe prend d'autant plus de force lorsqu'on sait qu'il connaît tout de l'âpreté des négociations avec l'Espagne, pour le transfert de quelques poussières de compétences remises en cause au premier voyage, ou quelques dizaines de milliers d'euro du cupo. Vice-président du gouvernement basque à l'époque d'Ardanza (en alliance avec les socialistes), c'est Ibarretxe qui pendant des années est allé au charbon pour défendre le bout de gras à Madrid... Après les aléas et les limites de la formule catalane expérimentée par l'ERC, une stratégie plus rupturiste avec à la clef un référendum organisé sans l'accord de Madrid, semble donc davantage prendre corps. C'est en tous cas ce type d'argument politique agité comme une menace qui seul pourrait décider le PSOE à bouger, sachant que les arguments militaires n'ont guère eu à ce jour l'effet escompté.

Mais la prise de position du gouverne-

Emilio Lopez Adan, "Beltza", mediku, historialari eta idazlea

Gatazkaren konponketa... eta gatazka modeloa

**(H)asteko
hitza!**

Aste honetako Aldan Emilio Lopez Adan edo "Beltza"-ri galde egina izan zaio Euskal Herriak bizi duen egoera politikoari buruzko iritzia. Konturatuko ziren bezala, Aldak gero eta gehiago agertaraziko ditu abertzale munduko sentsibilitate ezberdinen iritzi edo gogoetak. Beraz egon prest, laster zure aldi izanen da eta!

OHARRAK eta AHOLKUAK:
ipar@mrafundazioa.org

De nombreux acteurs et commentateurs politiques laissent entendre que de bonnes nouvelles pourraient bientôt raviver la flamme de l'espoir dans le conflit politique que vit le Pays Basque.

Cependant, force est de constater qu'actuellement dans l'Etat espagnol, seule la nation espagnole a le droit de décision. De plus, le pacte anti-terroriste et les effets collatéraux qu'il impose à la société basque sont toujours en vigueur. Enfin, l'abertzalisme continue d'être marqué par une tendance régionaliste (pour une négociation d'un nouveau statut en Espagne) et une tendance souverainiste.

Voici, sur ces sujets, le point de vue d'Emilio Lopez Adan, "Beltza", médecin, historien et écrivain ayant profondément étudié l'histoire du nationalisme basque.

Denbora luzea daramagu irtenbideaz eta konponketaz mintzatzzen, nahasmendu galant baten erdian. Nire irudiko, egoeraren argitzekeo ardatz bat ikertu behar da: gatazka bukatzeko nahiaren eta gatazka modeloa iraunarazteko borondatearen arteko kontradikzioa.

1. "LEGE" HISTORIKOAK...

Euskal gatazkaz mintzatzeko, duela hogeit hamar urte aipatzen ziren parametroak aldatu dira. Jazartze iraultzailetik demokraziaren erresumara mudatu gara. Konponbidean legokeen gatazka, naziotasunaren ingurukoa da eta nazionalismoarekin lotua eta mugatua. Inork ez du gehiago aipatzen zapalkuntzak oro altxatuko dituen iraultza sozial baten posibilitate hurbila: eduki komunista-iraultzaileak estrategiatik utopiarra joan dira. Abertzale ezkertiarrek iraultzaren izenean ari badira ere, negoziaketaren inguruko praktika politikoetan arazo nazionala baizik ez da agertzen. Gehiago dena, arazo nazionalaren konponketa mekanismo demokratikoen errespetuan kokatu dute. Ez da haustura iraultzailea egiteko deirik. Hitz klabeak: demokrazia, kontzientzia, bozketak eta plebiszituak.

Jarrera horien sorburua, munduan eta Europan eman diren aldaketetan bilatu behar da. Gaurko giroa ez da iraultza bortitzen aldekoa. Askoren ustez, historiak inposatu du eboluzioa, eta, bertutez edo beharrez, errealtateari egokitu beharko dira talde militarrek. Balirudike gurean ere bide hori abia-

tua dela eta eboluzioa bueltarik gabekoa izanen dela.

Euskal Herriko alderdi eta jende anitzek irtenbide duin bat nahi dute, ETA umiliatuko ez duena eta ezker abertzalearen multzo zabalari politikan jarraitzeko baldintza berriak eskainiko dizkiona. Irtenbidearen funts politikoa demokraziaren garaiko egokia den autoterminazio eskubidearekin lotzen da, arazoa epeen kontua izanik. Borroka armatua bukatzeko negoziaketa berehalako ikusten dute gehienek, eta epe ertain edo luzerako dute autodeterminazioaren inguruko estrategia.



"Le contexte actuel n'est pas favorable aux révolutions violentes. Beaucoup pensent que les groupes armés révolutionnaires devront, de gré ou de force, s'adapter à cette réalité issue d'une évolution imposée par l'histoire."

2. ... ETA SUBJEKTUAREN AUTONOMIA...

Baina momentuz, eta ETAREN aldetik, formulazio berriak ez dira modelo politiko-militar zaharren kritikarekin lotu. Inoiz ez dute gaintutua dela onartu. Alderantziz. Entzuten dugunez, borroka politiko-militarrari esker heldu gara irtenbide demokratikoaren atarira, eta gehienek modelo baten ahitzea ikusten duten lekuan, modelo horren jarraitzaileek haren arrakasta aldarrikatzen dute. ETAK berak propo-

satu irtenbide demokratikoaren garaian omen gaude, ezker abertzalearen estrategia zuzenari esker eta errepresioak eta modelo estatutistek huts egin dutelako. Epeen kontua ere kontrara ikusten dute. Egoera guztiz heldua omen da euskaldunen ordezkari politikoen artean erabakitzeko, eta estatu espainola eta frantsesa erabakia aplikatzeko mugatuko dira. Hots, aski laster autodeterminazioko eskubidea zazpi probintzietan eta gero ondorioak: borroka armatuaren gelditzea eta amnistia orokorra.

Gatazkaren beste muturrean ere interpretazio propioak badira, oso bestelakoak. Espainiako gobernuentzat (lehenagoko eta oraingoarentzat), ETA guztiz ahulduta dago eta errendiziora hurbil. *Partido Popularra* mendekua-aren logika hutsean ari da; *Partido Sozialista* garailearen "eskuzabaltasuna" eskaini nahi dio lurrean uste duen arerioari. Ezberdinak izanik, biek indar harremana berdindakusatute: ETA, politikoki ezindua eta poli-

"Les Etats (espagnol et français) ne sentent pas la nécessité de garantir le droit à l'autodétermination : ils ont pour objet de négociation le type de solution personnelle qui sera offerte à ceux qui se rendront, ou, le genre de sanctions que ces derniers acceptent ; concernant le droit à l'autodétermination, ils se contentent de le noyer dans les formules générales reliées au discours démocratique."



zialki itota; estatua, indartsua eta nazioarteko sostengu osoarekin. Estatuak (Frantziakoak ere bai) ez dute autodeterminazioaren eskubidea bermatzeko beharrik sentitzen: negoziatzeko ardatza dute ea errendituko direnei zer nolako irtenbide pertsonalak eskainiko dizkieten, edo zer zigorrak onarraraziko; autodeterminazioarena, demokrazian mintzatzeko formulazio orokorretan itotzea aski balitz bezala ari dira.

3. ... EZ DATOZ BETI BAT.

Hain segur, ekintza armatuen bukaera eta amnistia bideratzeko garaian egon gintezke horren aldeko gehiengoaren indarrak bilduko balira estatua-aren interpretazio estuaren mugak bortxatzeko eta zabaltzeko. Irtenbide duina defendatzen duten beste alderdiek (AB, Aralar, EA...), badute esperantza ETak su-etena emanen duela eta bide politiko errealistetan sartuko: urrats horrek indarrak metatzeko parada emanen luke EAJ ere bustitzeko eta sozialistei frente batu eta zabal baten aurkezteko.

Baina urratsen moteltasuna ez da baikortasunerako. Badirudi estatuak errendizioa baizik ez duela nahi eta ETak autodeterminazioa baino apalago ez duela onartuko. Gero, ba omen dira negoziaketa sekretuak, eta sekretua goraiatzeko den giroetan ustekabe harrigarriak gertatzen ahal dira.

Bat bestearen gibelean aipatu ditugu ETarengan ezartzen diren errealismoaren esperantzak eta talde armatuak sekretuan eta ustekabean gure harritzeko onar lezakeena. "Lege" historikoen ondoko autonomiak joka lezake oso zentzu desberdinetara, baina arazo kezkarri

baten aitzinean gaude: ETaren inguruko modeloa lotua dela iraultza leninistaren mitologiari, eta horretan sartzen direla bai bertute militanteak, bai eta ere aje eta usadio totalitarioak, diziplina eta orokortasun ideologikoa barne. Herria zuzentzeko talde heroiko eta argiaren iraupena ezinbestekotzat jotzen da, eta orain arte bederen ildotik jarraitzen dute. Talde horren zuzentasunari esker heldu omen gara behin-betiko irtenbidearen atarira, eta besteen erruaz gauzatzeko ez balitz arrazoi gehiago izanen genuke betiko bidetik jarraitzeko, egikorra omen den bakarretik.

Balirudike modelo eta taldearen iraupena bilakatu dela estrategiaren ardatza. Modeloa gainditua zela ikus zitekeen 1980tik ere eta, hain segur, guztiz ebidente bilakatu zen 1992tik aitzina, ezker abertzaleak agindu ekintza handiek fruiturik ekarri ez zutenean. Behar bada, ondorioztatu beharko genuke ezker abertzalearen buruzagiek aspalditik badakitela talde klandestino militar baten diziplina-pekoko ekintzek ez dutela ez iraultza soziala ez eta autodeterminazioa ekarriko. Beste hamabost bat urte jarraitu badute ber bidetik, duintasunez bururatzeko parada guztiak galduz, armen trukez amnistia posiblea zenean, Algerren, arbuiauz, Lizarra-Garaziko itxaropenak zapuztuz..., pentsatu beharko dugu ideologia totalitario baten jarraitzaileak direla, ideologia horren iraunarazteko behar den egitura politiko-militarraren segitzeari ematen diotela lehentasuna eta irtenbide errealista zapuzteko gauza direla, kontrolatzen dituzten egituretan heroi eta nagusi jarraitzeko.



"On pourrait probablement se diriger vers la fin des actions armées et l'amnistie, si la majorité des forces favorables à cela s'unissent pour forcer l'Etat à élargir les limites de son interprétation étroite de la négociation."



Klixka

Amets gaixtoa!!

Gironde departamenduan,
2186garren urtean:

Euskara jalgi hadi plazara! lema botatzen dute bestan parte hartzen dutenek. Desfile koloretsu bat, alaia eta ainitza. Le Bouscat hirian den klase elebidunaren ikasleak berde, xuri eta gorritz jantziak dira, ondolik Médoc eskualdeko ikastolaren haurrak arbasoen hizkuntzan eleketan ari, zinez hungigarria. CRSen aldetik, irriak eta txaloak, gehienak Seaskako burasoak baitira Bordalen.

Badu zonbait urte orain besta bat antolatua dela orroitarazteko euskararen aldeko borroka gogorra izan dela lehen Akitania deitzen zen eskualdean. Urrun dira orain garai horiek; dena hasi zen 20. mendean; uste zuten jendeek euskara desagertuko zela, bainan pixkanaka gizarteak ulertu zuen balio handiko hizkuntza zela eta mundialismo salbai horren aurrean, gehiengo zabal batek euskararen aldeko engaiamendua hartu zuen. Lehenik, garai hartako zazpi probintzietan ziren mugitu, omen hor kokatzen zen egiazko Euskal Herria. Gero - soziologoek ez dute oraindik ulertu zendako - Landestarrek ere euskara hautatu zuten hizkuntz bezala, frantsesa minoritarioa bihurtu zen eta bukaeran ahanztzia. Hor zuten historialariek onartu Landesak Euskal Herriko zortzigarren probintzia osatzen zuela, gero etorri ziren Biarnoa eta Bigorra.

Egun beraz, besta antolatua zen Gironde probintziaren hiri nagusia den Bordale hirian. Charentes-ko biztanleak hasi dira oihuka, heldu den aldian, beren itzulia etorriko dela; bainan euskalzaleek azpimarratzen dute biztanleek dutela euskara hautatu eta ez dela bortizkeririk izan. Ikusiz bazela proiektu bat ikastola bat idekitzeko Gers departamenduan, heiek dute orain euskararen garapena mugatzen ez baita errets hizkuntz indartsu eta nagusi bat izaita!

2006ko martxoaren 9a, zazpiak, ordulariak tirrinta animale bat botatzen du... Zinez amets gaixto bat, jeikitzen naiz, egunkariaren atala irakurtzen: "Euskararen ofizialtasuna ez da onartua Iparraldean". Uf! Ez gira oraindik enoatuko, borrokatzeko arrazonak badira...

Samatsa



Tribune Libre
Iritzia

Nork ditu zorrak?



Peio
Etcheverry ^{*)}

Duela aste batzua, para dukan dugu irudi harrigarri batzua ikustea telebistan. Espainiak Ipar Afrikan dituen lurretan, ehundaka afrikar etorkinak entseaten ziren hesi batzua pasatzea Europako "paradisuan" sartzeko lana baten bila. Azken egun hauetan, beste irudi harrigarriak ikusi ditugu; Kenya estadaoan, usaian bazter xoragarri batzua erakusten dituen herrian, ikusten ahal ziren abereak eta gizakiak bat bestearen kontra pataxkan ari ur sorta edo janari pixka bat lortzeko.

Gosetearen kausak desberdinak dira: alde batetik, eguraldiaren aldaketak (ur eskasa eta uzta txarrak nagusiki) eta gerlak (zibilak edo kanpokoak); bestaldetik, Nazioarteko Moneda Funtsa (FMI) egiturak inposatzen dituen arau zorrotzak: laborantzari eskaintzen diren dirulaguntzen murriztea edo ezeztatzea, eta estadao pobreek beren esku dituzten aberastasunen erabiltzea beren zorrak pagatzeko. Jean Jacques Graissen arabera (Munduko Elikagaien Programaren zuzendari bat), Mendebaldeko

GOSETEAREN KAUSAK

Afrikan kokatzen den Sahel eskualdea munduko pobreenetarikoa bat da. Nazio Batuen Erakundearen arabera, Mali estadaoko 3,5 milioi biztanle (populazioaren herena) gosete irris-kuan bizi dira.

"Les riches Etats européens s'éloignent des problèmes qui frappent le Sahel."

GARATZEN ARI DIREN ESTADOEN LAGUNTZA

Harrizten gira ikusten delarik zein diren gaur egun Sahel eskualdean biderkatzen diren janari krisiak estaltzeko, MPE erakundeari dirulaguntzak emaiten dituzten estadaoak. Europako estadao aberatsak (heien artean, Saheleko parte handi bat kolonizazioaren denboran bere menpe atxiki duen Frantziak) han gertatzen diren arazo-etz urruntzen dira, eta mementoan garatzen ari diren estadao batzuk dituzte MPE erakundeak eramaiten dituen proiektuak finantzatzen; hala nola, Benezuela, Aljeria edo Turkia. Azken horrek, Niger, Mali eta Mauritania herrietan lantzen den janari programa segurtatu du, joan den urtean 1,8 milioi dollareko dirulaguntza bat emanez.

HERRI ABERATSEN "LAGUNTZA"

Elementu hauek eskandalagarriak bihurtzen dira ikertzen delarik zertan den herri aberatsetan goraiatzen den "laguntza". Mundu honetako estadao indartsuenek 60 miliar dolar eman dituzte garapenerako laguntza publiko bezala, eta partikulazki 1,1 miliar, janari krisiak edo goseteak estaltzeko. Aldi berean, gastu militarrek 700 miliar dollarekoak izan dira... Monterreyko konferentzian (2002. urtean) erabakia izan zen estadao bakoitzak bere errentaren % 0.7a emanen zuela; gaur egun, Ipar Europako bost herriek dute bakarrik helburu hau betetzen. Horrez gain, azken hamar urteetan, Afrikako estadao pobreek zorraren diru-itzultzearengatik nagusiki, jaso duten baino 1,5 miliar dolar gehiago eman dute! World company horren kontra, ekintza ttipiek balio handi bat dute; Euskal Herria Zuzenean festibala Maliko Taboye herriarekin eramaiten ari den proiektuaren bidez, gure aberastasunaren zati pollit bat banatzen dugu elkartasuna aplikatzeko eta gaurko munduak ezagutzen duen injustizi handienari aurre egiteko, azken finean, gure zorra pagatzeko!

^{*)} EHZko elkartasun batzordearen kidea

"Les Pays pauvres d'Afrique donnent 1,5 milliards de dollars de plus qu'ils n'en reçoivent!"



Réunion de sensibilisation sur le projet Taboye animée par deux membres d'EHZ avec 50 élèves du lycée Maurice Ravel à Saint Jean de Luz.

Le projet Taboye (*), ou la Solidarité Internationale en marche



Une des 12 associations féminines qui bénéficient du projet Taboye

En premier plan, Zainabou, l'animatrice embauchée dans le cadre du projet Taboye pour animer le programme de formation



(* *projet porté par le Festival Euskal Herria Zuzenean et les ONG Afrique Verte Mali et Terre des Hommes 64. Il a démarré concrètement, sur le terrain, en juin 2005.*

Plus d'informations :
www.festival-ehz.com ou taboye@festival-ehz.com



Asteko Fitxa

Alda!



L'agenda de la Fondation
Manu Robles-Arangiz

La bibliothèque de la Fondation Manu Robles-Arangiz

Le local de la Fondation Manu Robles-Arangiz au 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne comprend également un coin lecture et une bibliothèque. Cet outil vient compléter le programme de formation permanente animé par la Fondation en Iparralde. Les gens qui suivent les sessions de formation ont ainsi accès quotidiennement à un certain nombre de journaux et de revues, et peuvent y emprunter des livres revêtant un intérêt formateur particulier.

Journaux et revues



On peut ainsi consulter tous les jours au local de la Fondation divers quotidiens : Berria, Le Journal du Pays Basque, Sud-Ouest, Libération, Le Monde.

Outre les diverses revues militantes et associatives reçues par la Fondation, on pourra également y lire les hebdomadaires ou mensuels suivants : Enbata bien sûr, Politis, Territoires, Alternatives économiques, Le Monde Diplomatique, Landeia, etc.

Livres

Il est possible d'effectuer dans le local, la lecture d'un certain nombre de livres (et de les emprunter dans le cas des gens suivant les formations de la Fondation). Les domaines concernés sont les suivants : Economie, écologie, tiers-monde, souveraineté, Euskal Herria, Iparralde, problèmes de société, syndicalisme, mouvements sociaux, politique, Histoire, débats généraux, marxisme et critique du marxisme, histoire d'ELA, publications de la Fondation MRA.



Vidéos et DVD

On peut également visionner sur une télé un certain nombre de vidéos ou DVD de type documentaires historiques ou militants.

Appel à contribution

Si vous même avez des livres qui correspondent à une de ces grandes thématiques et revêtent un intérêt formateur, qui sommeillent dans un coin de grenier, d'étagère inaccessible, peut-être pourriez vous en faire don à la Fondation MRA et ainsi enrichir sa bibliothèque et contribuer à votre tour à la formation des jeunes générations militantes d'Iparralde. La même demande vaut pour tous les documents vidéos ou DVD présentant ce type d'intérêt.

Site Fondation Manu Robles-Arangiz :
www.mrafundazioa.org

Sessions de formation
au local de la Fondation :
20, rue des Cordeliers,
dans le Petit Bayonne

Le week-end de formation à
l'économie et au capitalisme qui a
lieu les 18 et 19 mars (avec Jean-Marie
Harribey) est complet. Possibilité de
s'inscrire sur une liste d'attente en cas
de désistements de dernière minute.

Jeudi 23 mars à 19h00 précises :

Session de formation aux techniques
militantes de bases (dans le cadre du cycle
de formation aux techniques associatives) :

- ◆ apprendre en quelques minutes à maquetter une affiche ou un tract
- ◆ les pochoirs
- ◆ les banderoles
- ◆ techniques de collage d'affiches
- ◆ l'utilisation du matériel de la Fondation (duplicopieur, massicot, plieuse, vidéo-projecteur etc...)
- ◆ les règles de fonctionnement du local de la Fondation

Samedi 1er avril :

- ◆ à 10H00 : la libéralisation et la flexibilité généralisées solutions au chômage ? L'exemple anglais.
- ◆ à 15H00 : le voile à l'école, politiques d'intégration, concepts de communauté, de citoyenneté, etc. dans l'Etat français et en Grande-Bretagne.

Avec Philippe Marlière Maître de conférences en science politique à University College London (université de Londres).

Alda!

Manu Robles-Arangiz
Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrafundazioa.org

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria: Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etxeverry

Alda!-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet



ntions orageuses

ment autonome s'adresse aussi à Bata-suna et à ETA pour éviter une rupture complète du processus si un attentat sanglant survenait. Une manière pour l'exécutif basque de dire aux «radicaux»: nous penchons de votre côté, mais attention! En maniant la poudre comme vous le faites en ce moment, vous risquez de commettre l'irréparable et repartir dix ans en arrière.

Attentats, kale borroka mais 1.000 jours sans mort

En effet, ETA poursuit ses attentats, depuis le 5 janvier douze bombes ont éclaté à l'encontre d'entreprises ou de bâtiments publics, le dernier étant une explosion qui a touché le 28 février l'Institut social de la marine à Mutriku et blessé légèrement un policier autonome basque. Signe des temps, les dégradations, menaces, cocktails molotov, graffitis vengeurs reprennent de plus belle comme au bon temps de la kale borroka. Ils ont pour cibles les sièges de partis politiques ou de syndicats, PNV, PSOE, EB, UGT, les maisons personnelles d'élus ou de militants de partis, tel bâtiment judiciaire ou délégation locale de la télévision basque, etc. Depuis mai 2003, ETA n'a commis aucun meurtre, mais ces premiers «1.000 jours sans mort», que se plaisent à souligner les socialistes, prennent un goût de plus en plus amer.

Dans la logique des deux extrêmes qui se tirent la bourre ou, en d'autres termes, cette stratégie de la tension, la politique pénitentiaire espagnole vient à nouveau

vité des lois, pierre angulaire de tout Etat de droit. Quinze Etxarra qui devaient être libérés en 2006 demeureront en prison. Désormais leur unique perspective est la prison à vie. En s'attaquant d'une façon aussi éhontée à la fraction la plus vulnérable du peuple basque, celle qui est derrière les barreaux, l'Espagne signe là un aveu d'échec politique. Seule une issue politique au conflit basque sera à même d'amener l'élargissement des centaines de preso incarcérés, sachant que, comme pour le paiement des jours de grève, une telle mesure, déjà acquise lors de la négociation avec Aznar en Suisse, constitue la «cerise sur le gâteau» couronnant une sortie politique du conflit.

Au nom de la loi espagnole

Autre élément de tension, le décès en prison de deux preso: le 27 février, Igor Angulo est trouvé mort dans la cellule de la prison de Cuenca, dans des circonstances très suspectes. Quelques jours plus tard le 3 mars, Roberto Saiz Olmo décède d'un infarctus à la prison d'Aranjuez. Les réactions sont en Hegoalde à la hauteur de l'émotion suscitée par un sujet aussi sensible. Les obsèques et les défilés qui les accompagnent se heurtent à une police autonome qui charge avec une violence inouïe et blesse de nombreux manifestants, au nom du respect de la loi! Le ministre de l'Intérieur basque Javier Balza interdit toutes les manifestations de soutien, suite à l'appel à la mobilisation lancé par ETA pour protester contre la disparition de deux de ses membres. Nous sommes déjà à des années lumière de l'appel lancé le 3 mars par Javier Balza lui-même pour que Madrid prenne des mesures alternatives au régime d'isolement des détenus. Visiblement, sur le prisme de la politique basque, il joue toujours sur deux registres. A l'heure où vous lirez ce numéro, la tension sera encore montée d'un cran avec le mot d'ordre de grève générale lancé pour jeudi par Batasuna.

Le gouvernement de Gasteiz réitère pour la énième fois son leitmotiv en tenant les deux bouts de la chaîne: il demande à ETA l'arrêt de la violence et à Zapatero un geste en faveur des preso. Ce va-et-vient permanent, jeu de bascule entre durcissement, tension et ouverture, va caractériser les mois qui viennent. Les déclarations sur la proximité imminente de la paix en Pays Basque prennent des allures d'incantation un peu vaine. La question est de savoir jusqu'à quand ce bras de fer va se poursuivre entre rupture et éclaircie vers la sortie du tunnel.

(1) Pour sceller le divorce avec Belgrade, le résultat du référendum devra réunir une majorité de 55% des votants, avec un seuil de participation de 50%. Cette formule demandée par une recommandation de l'Union européenne a été difficilement acceptée par le parlement du Monténégro qui représente 650.000 habitants. La question posée aux électeurs le 21 mai sera: «Désirez-vous que le Monténégro soit un Etat indépendant avec une entière légitimité internationale et légale?»



Javier Balza, ministre de l'Intérieur du gouvernement basque

de se durcir. Le 2 mars, l'Audiencia nacional annonce qu'elle généralise la «doctrine Parot» définie par la Cour suprême, mise en œuvre pour 180 prisonniers politiques basques susceptibles d'être libérés dans les prochaines années. Aucune remise de peine ne sera accordée à ceux qui ont été condamnés en application du code pénal de 1973 à plus de 45 ans de prison et pour des faits antérieurs à 1996, date d'entrée en vigueur du nouveau code. Aux orties le principe de non-rétroacti-

«Esprit»



De g. à dr.: Didier Borotra, Jean Haritschelhar et Jakes Abeberry

«DURANT ma présence au Musée basque, je n'ai cessé de militer pour que de très belles collections passent du privé au public», a déclaré Jean Haritschelhar lors de la remise de la médaille de la Ville de Biarritz pour son don à la Médiathèque de la collection «Esprit» (684 numéros de 1947 à 2004), créé en 1932 par le philosophe Emmanuel Mounier. Cadeau inestimable, dira le Sénateur-maire Borotra, qui apprécie d'autant plus

car Emmanuel Mounier fut le maître à penser de la démocratie chrétienne, courant politique dont il se réclame. Le maire de Biarritz rendit hommage à celui qui depuis des décennies est au cœur de la vie culturelle et de la renaissance de l'euskara. Il rappela le brillant parcours universitaire, l'implication dans la vie publique de Jean Haritschelhar entouré de sa famille et de nombreux amis réunis par une cérémonie simple mais pleine d'émotion.

Zigor expose

Il aurait pu tout faire... dans l'excellence. Pour l'heure il est sculpteur sur bois, mais dérive depuis peu vers le bronze, l'encre de Chine, le carnet de voyage et l'aquarelle. Dans une vie intérieure il fut reporter-photographe, clandestin dans la résistance basque, surfeur et pilotari, toujours poète euskaldun. L'homme, passé la cinquantaine, chaleureux, parfois boute-en-train, venu du Gipuzkoa, a choisi Biarritz pour port d'attache.

Depuis une semaine

et jusqu'au 21 avril, Zigor expose ses dernières créations à Anglet dans la superbe villa municipale Beatrix-Enea. Il y a des rencontres qui enrichissent. Il faut y aller!



Zigor dialogue avec sa sculpture

Il y a trente ans cette semaine



Manifestation de protestation le lendemain des assassinats, devant la cathédrale de Vitoria-Gasteiz

FRANCO venait de mourir le 20 novembre 1975. Deux de ses fidèles gouvernaient l'Espagne, le Premier ministre, Arias Navarro, et le ministre de l'Intérieur, Fraga Iribarne, fondateur du PP. Le 3 mars 1976 à Vitoria-Gasteiz, grève générale. La police pénétrait dans la cathédrale pleine à

cracker. Massacre: cinq morts! Mardi dernier 28 février, une délégation rencontrait la Commission des droits de l'Homme et le Parlement européen. «Nous voulons que les responsables soient jugés... même s'ils doivent être grâciés par une loi d'amnistie», demandent les familles des victimes.

Projet de développement des radios k

Dès que les ondes radiophoniques furent libérées par Mitterrand, les radios bascophones se mirent à fleurir et à servir celui de leurs auditeurs. La Convention spécifique Pays Basque donne plus de moyens à l'organisation des quatre stations basques qui tracent leur développement jusqu'en 2010

LE 14 décembre dernier était présenté à Kanbo le projet de développement d'Euskal Irratiak (Fédération des radios d'expression basque d'Iparralde) pour la période 2005 – 2010 en présence de Miren Azkarate (ministre de la Culture du gouvernement autonome), Vincent Bru (Président du Syndicat de soutien à la culture basque) et Max Brisson (Président de l'Office public pour la langue basque).

Fruit d'une réflexion prenant en compte tant les succès obtenus depuis sa création que les difficultés rencontrées, ce projet de développement se veut un moyen d'encore progresser dans ce monde chaque jour plus de communication. Si la «libération des ondes» est bien une des avancées les moins contestées des années Mitterrand, le fait de communiquer plus —il y a beaucoup plus de stations— ne veut obligatoirement pas dire qu'on communique mieux. D'où l'intérêt de cette réflexion menée par Euskal Irratiak en faveur non pas d'une mais des radios basques, toujours plus authentiques, directement impliquées dans leurs réalités locales, sans discrimination entre les riches et les pauvres, les ruraux et les citadins, recherchant à la fois des programmes de qualité et une gestion viable. La devise d'Euskal Irratiak serait-elle «Liberté, Egalité, Qualité et Pérennité»?

Historique

Alors qu'un des derniers Maîtres du Monopole —le général de Gaulle— s'était adressé à ses partisans par les ondes d'une radio londonienne interdite par le gouvernement de Vichy, il fallut attendre l'arrivée de Mitterrand pour qu'en France on libère les ondes... Ca fait partie des blagues de l'Histoire avec un grand «H».

Toujours est-il que —heureusement— nous n'avons pas été en reste et que dès cette année de 1981 naissait *Gure Irratia* en Labourd. Allaient suivre, l'année suivante, *Irulegiko Irratia* en Basse-Navarre, *Xiberuko Botza* en Soule et en 2002 *Antxeta Irratia* à Txingudi. On peut s'étonner du temps passé —10 ans— entre la naissance des trois premières et celle de la quatrième. Peut-être parce que le besoin était moindre: n'oublions pas que pendant toutes ces années *ETB* occupait déjà la place avec une certaine dextérité...

Si la quatrième a tardé à naître, elle

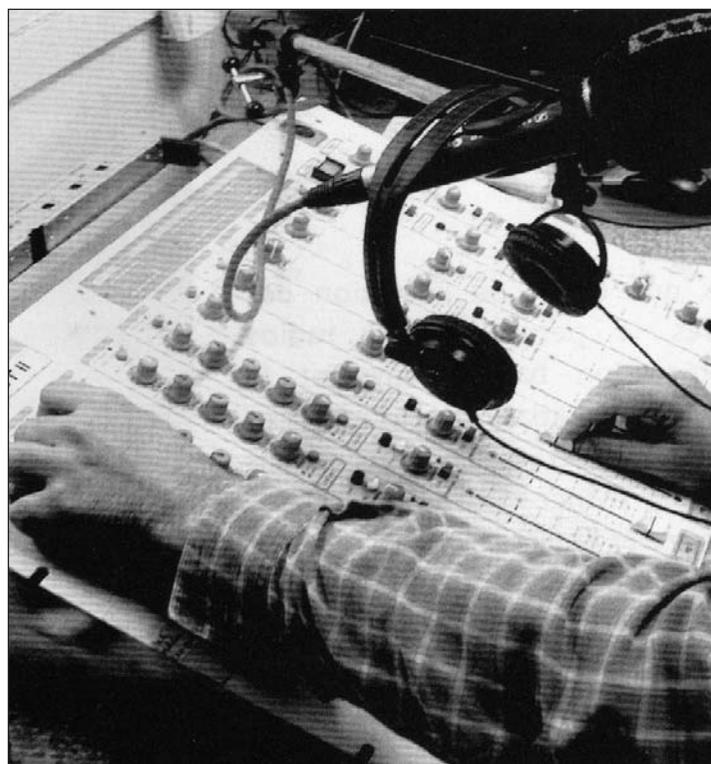
n'en est pas moins importante, puisqu'elle s'est empressée de rejoindre, en 2005, *Euskal Irratiak*, Fédération créée à Kanbo en 1997, entraînée par la dynamique Pays Basque 2010, le Conseil de développement et le Conseil des élus et regroupant, déjà, les trois premières sous le signe de radios ayant une vision à la fois commune et locale...

L'intérêt de la Fédération est multiple:

- C'est elle qui traite avec les Pouvoirs publics.
- Elle permet de structurer une partie commune autour d'un Rédacteur en chef.
- Elle obtient le même résultat autour d'un Rédacteur sportif.
- Elle gère la Formation au journalisme.
- Elle assure 6 heures de programmation commune et 24 heures les week end et jours fériés.
- Elle normalise la langue entre les diverses stations adhérentes et juggle les déséquilibres Côte-Intérieur.
- Elle représente actuellement 4 associations (celles que nous avons citées), 35 salariés, 12 fréquences, 200 aides bénévoles et 6 studios...

En octobre 2004 apparaît le besoin d'une profonde réflexion par le fait qu'*Euskal Irratiak* se trouve confrontée à différents facteurs:

- L'évolution du panorama radiophonique: multiplication des stations en français et en espagnol et progrès technologique (ère digitale).
- Un déficit important de présentateurs bascophones.
- Une difficile répartition des tranches horaires à fort taux d'écoute entre les programmes communs et les programmes locaux.
- Une gestion de plus en plus difficile de la structure du fait de la cohabitation entre salariés et collaborateurs bénévoles.
- Les problèmes de coordination



Un bon équipement pour une bonne radio

entre des radios situées sur 4 sites, chacune avec son identité.

- La crise générale du bénévolat dans le monde associatif.

La réflexion menée conduit aux conclusions suivantes:

- Optimiser l'ensemble de la structure.
- Proposer une programmation de qualité: augmenter la programmation générale commune des 6 h quotidiennes actuelles à une grille de 12h.
- Harmoniser les conditions de travail de tous les salariés.
- Pérenniser l'ensemble des postes et se donner les moyens de surmonter la quasi stagnation des aides publiques et la disparition des emplois jeunes.
- Se préparer au futur incertain de

la langue basque. Tout laisse entrevoir à terme un profond décalage entre les bascophones actifs (locuteurs) en baisse et les bascophones passifs (auditeurs) actuellement en progression.

Les médias bascophones ont un rôle à jouer dans cette évolution pour participer à la réappropriation de l'expression en langue basque des locuteurs et sont une aide à l'apprentissage du bas-que pour les bascophones passifs.

La dernière enquête sur les pratiques culturelles effectuées par l'Institut culturel basque montre que 22% de l'ensemble des habitants de plus de 16 ans du Pays Basque Nord connaissent et écoutent les émissions radiophoniques en langue basque. Parmi les 14 radios citées, les 3 radios d'expression basque qui composent la Fédération Euskal Irratiak occupent les 3 premières places (65% de l'ensemble de ces auditeurs).

La langue basque se trouve à la croisée des chemins par la perte accélérée de locuteurs.

D'autre part, grâce à l'utilisation de la langue basque par les habitants du Pays Basque Sud, et en développant notre collaboration avec des radios partenaires des provinces voisines, nous participons de plus en plus au rapprochement des communautés transfrontalières.





basques

urir avec pour seul soutien
on, aujourd'hui fédérée,

Programmation

La nouvelle grille de programmation commune passe de 6h actuelles à 12h quotidiennes. Chaque radio garantissant une grille de 30h hebdomadaires de programmation locale.

Traitement de l'actualité:

Continuation et amélioration de la rédaction unique. Un nouveau magazine d'information (7h30 - 9h) et quatre nouveaux rendez-vous d'information générale.

Plus grande présence sur les stades, les frontons, les salles de sport...

Gestion économique: rationalité - solidarité:

L'enjeu majeur des prochaines années se situe au niveau des équilibres financiers:

- Une programmation de qualité.
- Le maintien des 35 emplois et du dense réseau des bénévoles.

Le monde de la radio et de la télévision —si fermé et protégé jusqu'en 1981— est devenu ouvert et dangereux...

Les récentes restructurations entre TPS-TF1 et Canal Satellite-Canal + l'ont montré; c'est une lutte pour la survie...

Il nous appartient de frapper —comme la radio de De Gaulle— mais pour le Pays Basque, les 5 notes de la 5^{ème} de Beethoven...

Angelu

207 jeunes réunis au centre sportif et culturel El Hogar ont participé au Pilotari Txiki organisé par Harдойtarrak dans le cadre des Fêtes d'Anglet. Un magnifique après-midi où le mur à gauche a vibré de toutes ses petites têtes blondes et brunes, garçons et filles, de 8 à 12 ans venus s'éclater à main nue dans ce qui est peut-être la plus belle manifestation festive d'une ville basque.

Dans le même esprit la soirée se poursuivait sous le chapiteau de la Chambre d'Amour dans une cidrerie où cette fois lbaialde était aux commandes... Là aussi un franc succès qui réunit 400 personnes dans une belle ambiance pleine de musique et de chant...

On ne dira jamais assez combien Anglet doit à ces associations non seulement pour leur contribution à la culture basque mais aussi pour leur maîtrise et leur compétence...

■ **Confusion au procès 18/98.** Il devient de plus en plus difficile de bien comprendre le déroulement du procès tenu à Madrid contre les membres de l'imaginaire réseau des affidés d'ETA. L'accès enfin accordé aux avocats de la défense au dossier secret 75/89, constitué progressivement à partir de 1989 par le juge Garzón, bouleverse la donne. Cette montagne de documents censés fonder l'accusation oblige l'Audiencia nacional à repartir de zéro. Les magistrats et le Procureur se sont donc vus contraints de rappeler à la barre, le 28 février, Txente Askasibar, entendu le 21 novembre pour sa prétendue «responsabilité des finances de KAS»! Non seulement Txente a nié toute appartenance à KAS, mais on découvre maintenant que la «preuve», élaborée par le Commissariat général d'Information de la police espagnole n'a ni date, ni signature, ni aucune donnée sur l'organigramme de KAS. Et il en va ainsi des autres documents que l'avocat Kepa Landa exhume du dossier secret et dont le greffier fait la lecture publique. Pour les prévenus qui défilent ensuite: Bigarren Ibarra, Jabier Salutregi, Teresa Toda, Jose Luis Elkoro, Patxo Murga, la démonstration est du même tonneau.

Le 1^{er} mars, c'est au tour de Pablo Gorostiaga. Selon la lecture faite par le greffier, le rapport policier lui reproche d'avoir été maire Batasuna de Laudio et d'avoir, en compagnie de Jose Luis Elkoro, prononcé une conférence le 16 mars 1993 sur le quotidien *Egin*... Les charges contre l'avocat laboraliste Carlos Trenor se résument à son patronage de la Fondation Joxemi Zumalade, supposée elle aussi faire partie d'ETA, par ricochet. Mais sur cela, l'avocat s'était expliqué il y a maintenant trois mois.

■ **L'addition est salée.** Le Tribunal suprême a confirmé le 24 février la condamnation à 2.775 ans de prison de Garikoitz Arruarte et Gorka Loran infligée par l'Audiencia nacional pour la pose d'une bombe le 24 décembre 2003 dans le train Irun-Madrid. Ce chiffre démesuré s'explique par l'addition de chacune des «tentatives d'assassinat» sur les 184 voyageurs présents. Le gouvernement d'Aznar s'était servi de cette action avortée pour imputer à ETA la paternité des attentats en gare de Madrid le 11 mars. Il se trouve cependant que la cible de la tentative d'ETA en décembre 2003 était de faire sauter des wagons vides. Version corroborée ensuite par la Commission d'enquête présidée par le PSOE Rubalcaba.

■ **Quand l'Auresku devient terroriste.** Pour fêter le retour à la maison d'Endaka Labai, après 21 ans de détention, ses amis du quartier Donibane de Pampelune avaient organisé un défilé, puis un ongi etorri sur la place de la Asuncion. Quelque 300 personnes ont pu parcourir les rues du quartier

derrière les «Zanpatzarrak», Endaka est passé sous les ezpatak des danseurs, et c'est quand il est monté sur l'estrade et que les dantzari ont effectué leur danse de salutation que la police à chargé. Selon le Délégué du gouvernement espagnol en Navarre, Vicente Ripa, tout acte d'accueil à un ex-presos est une «apologie du terrorisme».

■ **Libérés avant procès.** Elle a passé 17 mois en prison préventive. Myriam Arano est sortie le 27 février de la maison d'arrêt de Poitiers. Sous contrôle judiciaire, elle devra pointer tous les 15 jours au commissariat de Bayonne et ne pas sortir du département. Ibon Arbulu est cet ancien élu de Bilbao membre dirigeant de Batasuna, arrêté le 28 janvier 2005 à Ustaritz, en vertu d'un MAE espagnol, approuvé ensuite par la Cour d'appel de Pau. Livré le 6 mars 2005 à Madrid, il a été libéré le 28 février 2006 de la prison de Soto del Real, contre une caution de 60.000 euro.

■ **Otegi gagne un procès.** Le porte-parole de Batasuna a remporté fin février une victoire symbolique sur le ministère français de l'Intérieur. Arnaldo Otegi avait fait l'objet en janvier 1984 —il y a 22 ans— d'un arrêté ministériel d'expulsion, immédiatement exécuté en toute illégalité. Torturé par la garde civile, il avait été écroué en Espagne pour une durée de sept années! En 2002, en voulant se rendre à un meeting à Bayonne, il s'était fait refouler à cause de cette antique mesure administrative. Le Tribunal administratif de Pau a annulé l'arrêté, et condamné l'Etat français à lui payer un dédommagement de 800 euro.

■ **L'Espagne rallonge les peines.** Le changement de doctrine adopté par le Tribunal suprême dans l'affaire d'Unai Parot risque d'aggraver considérablement la durée des peines à effectuer par les prisonniers basques. Revenant sur le principe de non-rétroactivité de la loi pénale, les magistrats du Tribunal Suprême (sauf trois qui ont protesté) ouvrent la voie à un allongement indu des condamnations. Le Président de la Chambre pénale de l'Audiencia nacional a sommé le 2 février les directeurs de prisons de réviser les réductions de peine de quinze presos dont la condamnation vient prochainement à expiration. Le juge Javier Gomez Bermudez a indiqué que cette situation affecterait quelques 165 prisonniers jugés selon le Code pénal de 1973.

Le premier concerné serait Iñaki Gaztañaga, en fin de peine ce 29 mars après 18 années de détention, et finalement libérable en mars 2018 !

■ **Encore une mort suspecte en prison.** Le preso «suicidé» Igor Angulo venait à peine de recevoir l'ultime hommage des centaines de ses compatriotes, le 1^{er} mars au cimetière de

Santurtzi, qu'on apprenait la mort soudaine dans la prison d'Aranjuez d'un autre prisonnier basque. Originaire de Portugalete, ville biscayenne voisine de Santurtzi, âgé de 41 ans, en détention préventive depuis deux ans, Roberto Saiz Olmos aurait succombé le 3 mars à une crise cardiaque. C'est même au moment où, avec ses camarades presos, il participait à un rassemblement en hommage à Igor, qu'il a perdu connaissance.

Comme dans le cas d'Igor Angulo, privé de l'accueil populaire sur la place de Santurtzi par une interdiction du ministère basque de l'Intérieur, tout accueil populaire du corps de Roberto Saiz a été interdit. La manifestation du 3 mars au soir a été durement réprimée par la ertzaintza.

La mouvance basque compte désormais treize décès en prison, dont quatre en moins de deux ans. En ce qui concerne les prisons françaises, citons les noms de Jean Groix (1991) à Fresnes, Peio Mariñelarena (1993) à La Santé, Oihane Errazkin (2004) à Fleury-Merogis.

■ **Attentat redoublé.** Le Tribunal de Mungia (Biskaye) a de nouveau été l'objet d'un attentat attribué à ETA. Le 27 février au soir, un passant a remarqué sur le rebord d'une fenêtre un paquet sur lequel était écrit en castillan: «Danger-Bombe». L'ertzaintza a établi un cordon de sécurité mais, en éclatant, la bombe a légèrement blessé deux policiers.

Le 28 au soir, cette fois avec alerte préalable au téléphone, une bombe a fait explosion devant le siège de l'Institut social de la Marine du port de Motriku, en Biskaye. Les dégâts sont assez importants.

■ **Serait-ce ETA?** Etrange aventure que celle survenue à deux gendarmes faisant une ronde de routine dans un petit village du Lot. En voulant contrôler un homme dans une voiture en stationnement, ils se sont fait braquer par un deuxième surgissant derrière eux. Les deux compères les ont dépouillés de leurs uniformes, de leurs radio et téléphone, de leurs armes, et se sont enfuis. Ils auraient revendiqué leur appartenance à ETA. En ce dimanche 5 mars à midi, toutes les casernes alentour ont été mobilisées pour retrouver leur trace. En vain. Le village en question est situé à proximité du Centre d'études de Gramat où sont testés des engins militaires et des explosifs.

■ **Arrestation.** Xabier Lareki, originaire d'Hernani et résidant à Ciboure depuis plusieurs années, a été interpellé le 3 mars à Saint Jean de Luz. Les policiers lui ont signifié une demande d'extradition de la part des Espagnols, pour une condamnation non entièrement effectuée. Il a été placé sous écrou extraditionnel à la prison de Mur-et-Seysses, près de Toulouse.



Attentat d'ETA, le dernier ?

Quelques réflexions sur la violence politique en Pays Basque

« **A**TTENTAT d'ETA, le dernier? » était le titre à la une du numéro d'Enbata d'il y a deux semaines. Comme beaucoup d'autres, j'ai été interloqué par ce titre. A cela s'est ajoutée une actualité qui m'a poussé à rédiger ces quelques lignes de réflexions sur la violence politique en Pays Basque.

Parmi cette actualité, figure le 25^{ème} anniversaire du début du mouvement de grève de la faim des prisonniers irlandais en faveur du statut de prisonnier politique. Cet anniversaire me remémore la grève de la faim illimitée menée par les prisonniers basques en 2000. Bobby Sands est décédé après 66 jours de grève de la faim. Daniel Derguy en a fait 62. Daniel Derguy et beaucoup d'autres preso ont mis leur vie dans la balance lors de ce mouvement. Or faut-il le rappeler, le regroupement des prisonniers (quels qu'ils soient) dans des centres de détention proches de leur domicile familial est un droit; conforme qui plus est à la législation des Etats français et espagnol. Le constat que l'on peut froidement établir autour de ces événements est terrible. Tout comme dans le cas du gouvernement Thatcher vis-à-vis des prisonniers irlandais, il aurait fallu qu'il y ait un ou plusieurs morts ne serait-ce que pour infléchir en faveur du respect d'un droit fondamental la politique de dispersion menée par les gouvernements français et espagnol. Même s'il ne permet pas de faire le tour de l'ensemble des questions posées par l'usage de la violence, même s'il ne justifie pas tout, ce type de constat est, je pense, à l'origine de la violence politique en Pays Basque.

L'usage de la violence suscite un questionnement d'ordre moral ou éthique. De ce point de vue moral ou éthique, une position non-violente consiste à bannir tout usage de la violence quelles que soient les circonstances, au nom d'un principe selon lequel «rien ne justifie la violence». Malgré toutes les déclarations hypocrites sur ce sujet, la vérité est qu'aucun acteur politique «significatif» (disposant d'une représentation institutionnelle) actuel ne pose en réalité la question de la violence sous cet angle. En 2003, Aznar illégalisait Batasuna sous le prétexte que cette formation ne condamne pas la violence. Dans le même temps, le gouvernement espagnol se positionnait comme un des principaux alliés de Bush en faveur d'une intervention en Irak qui a fait depuis des dizaines (centaines?) de milliers de victimes innocentes. Croit-on sincèrement que c'est le caractère «immoral» de la position de

Xabi Larralde

Batasuna sur la violence qui dérangeait Aznar? De même, côté français, je conseille la lecture d'un ouvrage rédigé par P. Saint Exupéry journaliste du Figaro (quotidien bien connu pour son «extrémisme» et ses positions «gauchistes»...). Son titre: «L'inavouable. La France au Rwanda» (Editions des Arènes, 2004). Il traite des responsabilités de la France en 1994 (Mitterrand Président, Balladur

«Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs (article 35 de la Constitution de 1793)»

1^{er} ministre) vis-à-vis du dernier génocide du XX^{ème} siècle. A la lecture d'un tel ouvrage, on se demande comment des responsables de partis de gouvernements (tels que l'UMP ou le PS) peuvent se croire en position de donner à la gauche abertzale des leçons de morale sur la violence ... Quand je rencontre des responsables politiques locaux qui me disent «votre formation ne condamne pas la violence», j'ai envie de leur répondre «mais la vôtre non plus!». Pas en tout cas au nom d'un principe absolu d'ordre moral ou éthique. Je ne connais en effet aucun parti politique défendant le projet de proscrire d'une action gouvernementale tout usage éventuel de la violence en proposant par exemple la dissolution pure et simple des corps d'armée, de la police...

En fait, au-delà de l'aspect moral ou éthique, fondamentalement, la condamnation de la violence renvoie à un débat sur sa justification au regard d'un contexte politique donné. Par rapport à cet aspect, il existe un certain nombre de textes qui font référence. En pensant aux défenseurs des valeurs républicaines françaises, je citerai ici la Constitution de la 1^{ère} République de 1793. Lors du débat sur la Constitution européenne, Raoul Marc Jennar la qualifiait comme «une des plus démocratiques qui soient au monde», car elle stipule dans son article 28 qu'«un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures». Quelques articles plus loin, cette même Constitution affirme: «La résistance à l'oppression est la conséquence des autres Droits de l'homme (article 33)»; «Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs (article 35)». Une fois précisé que le terme «insurrection» signifie «soulèvement en armes contre le pouvoir établi (cf. Le Larousse)», je pense qu'il n'y a aucune ambiguïté concernant la position sur la violence défendue par ce modèle de Constitution démocratique.

La question de la condamnation de la violence d'ETA renvoie en fait à une autre question qui est celle de l'oppression d'Euskal Herria et du respect de ses droits fondamentaux par les Etats. Il est trop facile d'affirmer qu'il y a un conflit en Pays Basque à cause de la seule violence d'ETA. La mort de deux preso la semaine dernière est là pour nous le rappeler. Le titre d'Enbata d'il y a deux semaines m'a interloqué parce qu'il appelait une autre question qui n'était pas explicitée: «A quand le respect d'un droit démocratique fondamental, tel que celui qui incombe aux Basques de pouvoir décider librement de leur avenir?». Enfin, pour en terminer avec un certain nombre de points de vue manichéens et caricaturaux, je tiens à préciser que ce n'est pas parce qu'on ne condamne pas la violence qu'on ne peut être l'artisan d'une paix véritable, c'est-à-dire d'une solution de paix démocratique, juste et donc durable. Nelson Mandela, auquel a été décerné le Prix Nobel de la paix en 1993, en est un des exemples les plus connus. Dans une lettre envoyée au président P. Botha, la veille de sa libération, N. Mandela explicite sa position par rapport à la violence. Voici ce qu'il écrit: «l'ANC réprovoque les actions qui peuvent porter atteinte à la vie et causer la destruction de la propriété et la misère au sein du peuple». Pour autant, N. Mandela explique que, face au régime d'Apartheid: «nous considérons la lutte armée comme une forme légitime d'auto-défense» (The Mandela Document. A document presented by N. Mandela to P.W Botha before their meeting on 5 July 1989).

Sur votre agenda

Martxo:

✓ **Vendredi 10, 14h15, BAIONA.** (Chambre de commerce). Dans le cadre de Pays Basque 2020, conférence-débat avec Pierre Vetz, professeur à l'Ecole nationale des Ponts et chaussées; Jacques Beauchard, professeur d'Université et Gilles Penne-

quin, fonctionnaire du Développement durable.

✓ **Vendredi 10, à partir de 19h, BAIONA.** (Patxoki). Soirée de soutien à Daniel Derguy. Musique, danse, tapas.

✓ **Samedi 11, 9h20, UZTARITZE.** Débat public organisé par AB sur le pro-

cessus de paix.

✓ **Vendredi 10 et samedi 11, 21h, IZPURA.** (salle Faustin Bentaberry). Représentation de la pièce de Tim Robbins «Embedded : Irak, une autre voix de l'Amérique» (création) mise en scène Georges Bigot.

Rens. association «Garazikus» elkarte: Tél : 05.59.37.06.04. Tarifs: de 5 à 15 euro (gratuit pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés d'un parent).

✓ **Dimanche 12, ANGELU.** (Place Lamothe). Muxikoak, dans le cadre des fêtes patronales.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46. 11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Sommaire

- Météo politique: avis de grand frais et perturbations orageuses 4 et 9
- Les chroniques d'Alda! 5 à 8
- Projet de développement des radios basques 10